

# Une chaire pour comprendre les besoins d'une population vieillissante

MONCTON - Le Nouveau-Brunswick se fait des cheveux blancs, et le Canada n'est pas en reste. C'est cependant la situation particulière des francophones en milieu minoritaire qui intéresse l'Université de Moncton, laquelle a procédé mardi au lancement d'une nouvelle chaire de recherche.



**Damien Dauphin**

damien.dauphin@acadienouvelle.com

Créée dans le cadre du projet CNFS (Consortium national de formation en santé) à l'U de M, la chaire sera dirigée par la chercheuse Suzanne Dupuis-Blanchard, professeure à l'École de science infirmière et directrice du Centre d'études du vieillissement depuis plusieurs années. Elle est appelée à devenir la référence en matière de vieillissement des communautés francophones en situation minoritaire.

Le directeur général de l'Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick, Jean-Luc Bélanger, s'est réjoui de la création de la chaire et a félicité sa titulaire qu'il connaît depuis longtemps.

«Depuis plusieurs années, nous travaillons de façon concertée avec Mme Dupuis-Blanchard dans le but de mieux comprendre les défis auxquels font face les aînés de la province en ce qui concerne leur santé et leur mieux-être», a-t-il déclaré.

Le recteur Raymond Théberge a rappelé les propos tenus récemment par le Dr Réjean



Suzanne Dupuis-Blanchard est la titulaire de la nouvelle chaire de recherche CNFS - Université de Moncton. - Acadie Nouvelle: Damien Dauphin

Hébert lors de la collation des diplômes. Ce spécialiste en gériatrie estime que le réseau de santé de l'Atlantique n'est plus approprié pour répondre aux besoins d'une population plus vieille, au sein de laquelle prédominent

les maladies chroniques.

«Au Canada, le groupe des personnes âgées sera prochainement plus nombreux que celui des adolescents, a indiqué Suzanne Dupuis-Blanchard. En 2036, un citoyen sur quatre sera un aîné. Le vieillissement de la population provoque de plus en plus de questionnement quant au système de santé.»

Construire plus de foyers de soins au Nouveau-Brunswick n'est pas réaliste: l'ajout de 2600 lits augmenterait le budget de la province de 219 millions \$ par an. De fait, la chercheuse considère que le maintien à domicile des aînés représente un enjeu sociétal majeur, et que cette thématique a été trop longtemps ignorée comme option de soins de longue durée.

«Le but de cette chaire de recherche est d'identifier et de comprendre les besoins des personnes âgées francophones vivant en situation minoritaire en matière de services de santé, plus particulièrement pour le maintien à domicile, afin d'élaborer des stratégies qui permettront d'appliquer la tenue de recherches pour l'amélioration des services en français.»

Mme Dupuis-Blanchard proclame qu'il faut viser l'excellence, et par là même, s'assurer que les services sont offerts dans la langue du choix. Or, deux récentes études pilotes ont, pour l'une, révélé la difficulté de se faire servir systématiquement en français, et pour l'autre, que les personnes âgées francophones se plaignent du manque de services disponibles pour le maintien à domicile.

La Chaire de recherche en santé CNFS-Université de Moncton sur le vieillissement des populations est créée pour quatre ans, avec possibilité de renouvellement. ■

## LE MAINTIEN À DOMICILE EST-IL LA SOLUTION?

MONCTON - Jointe par l'Acadie Nouvelle avant la conférence de presse du lancement de la chaire, la présidente de la Fédération des citoyens aînés du Nouveau-Brunswick (FCANB), Robéa Cormier, s'est retrouvée sur la même longueur d'onde que les futurs chercheurs.

«On sait que la population du Nouveau-Brunswick est vieillissante et je pense toujours aux soins à domicile. Les personnes âgées préfèrent rester chez elles. Certaines ne veulent pas d'étranger, il faudrait que la famille qui aide soit rémunérée.»

Un point de vue intéressant, selon Suzanne Dupuis-Blanchard, pour qui la décroissance démographique et l'exode économique représentent cependant certains problèmes.

«Il ne faut pas oublier qu'on a beaucoup d'exode des jeunes, mentionne-t-elle. Je parlais dernièrement avec des gens du Nord. C'est rendu des familles monoparentales: le père travaille en Alberta et la mère reste avec 3 ou 4 enfants, et elle ne peut pas tout faire.»

La chercheuse est d'avis que l'appui d'aides-soignants professionnels restera nécessaire. Une mise en commun des ressources existantes dans les communautés et les foyers permettrait peut-être de trouver des solutions qui seront soumises au gouvernement provincial. - DD